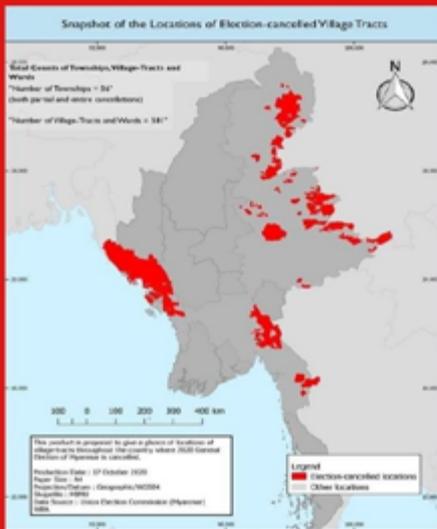


LES CHIFFRES

8

Les élections législatives auront lieu le dimanche 8 novembre. A une semaine du scrutin, un report en raison de l'aggravation de la crise sanitaire semble exclu.



1 200 000

La Commission électorale a annulé les élections dans plus de 56 cantons du pays au motif de l'insécurité. Cette décision prive de vote plus de 1,2 million d'électeurs appartenant à des minorités ethniques.

7

Un étudiant de 24 ans, membre de l'AFBSU - un syndicat étudiant - a été condamné à 7 ans et 2 mois de prison pour avoir participé... à une campagne pacifique anti-guerre.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Rohingya : un pas vers la justice à La Haye...

La Gambie vient de remettre un mémoire de 500 pages à la Cour Internationale de Justice (CIJ), accompagné de 5000 pages d'annexes, à l'appui de sa requête mettant en cause l'Etat birman pour violations de la Convention de 1948 sur le génocide. La Birmanie devra répondre au mémoire de la Gambie d'ici le 23 juillet 2021. En attendant, chaque Etat membre de l'ONU devrait appuyer la requête gambienne pour soutenir la quête de justice des Rohingya et accroître la pression sur la Birmanie, qui doit cesser les persécutions et permettre le rapatriement des quelque 1,2 millions de Rohingya ayant trouvé refuge au Bangladesh. Les conditions dans les camps s'y dégradent fortement et les fonds manquent pour financer l'aide humanitaire. La société civile et la diaspora continuent d'en appeler au gouvernement birman pour qu'il mette en œuvre les mesures provisoires de protection décidées par la CIJ en janvier. L'ONG Fortify Rights rappelle qu'environ 600 000 Rohingya vivent encore en Birmanie, où ils sont confrontés à un « *génocide qui se poursuit* ». Parmi eux, plus de 120 000 Rohingya survivent dans des camps de déplacés depuis 2012, véritables « *prisons à ciel ouvert* ». Mais à l'approche des élections, la situation des Rohingya - privés de citoyenneté et donc de droit de vote - est moins que jamais à l'agenda des autorités.



Les droits fonciers : une préoccupation majeure pour une grande partie des électeurs

En 2020, l'accès à la terre et la question des droits fonciers comptent parmi les préoccupations majeures de nombre d'électeurs birmans. Dans le cadre d'une étude réalisée en 2019 par une ONG américaine, plus de la moitié des birmans mentionnait que les confiscations de terre sont un « *problème sérieux* ». L'accaparement des terres reste en effet un phénomène massif, alors que beaucoup s'attendaient à ce que cette pratique se termine avec le processus de réforme politique entamé en 2011. Tout indique au contraire que la réalité s'est encore aggravée. La législation continue de rendre les communautés rurales particulièrement vulnérables. Elle permet à des entreprises et à des officiels, civils comme militaires, de tirer profit du système au détriment de la population et ne protège pas la gestion coutumière des terres. A la veille des élections, un **film d'animation** produit par l'ONG PositiveNegatives, réalisé par Peace Research Institute Oslo (PRIO) avec Daw Bawk Ja, vient rappeler l'importance du sujet, en particulier pour les minorités ethniques. Il retrace le parcours et le combat d'une militante Kachin pour la justice et l'accès à la terre, sans laquelle il ne peut y avoir de paix. Le gouvernement LND a récemment mis sur la table un ambitieux chantier de réforme législative en vue d'harmoniser l'ensemble des textes existants. Mais le bilan de la LND sur cet enjeu de la terre est très critiqué. Tout reste à faire pour sécuriser les communautés et garantir leurs droits à la terre.



Les employés du secteur informel à l'épreuve de la crise sanitaire

Le confinement décidé en septembre à Yangon a laissé de nombreux travailleurs du secteur informel et de petits commerces sans aucune source de revenus. La presse birmane relate la détresse quotidienne de ces travailleurs qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts et qui doivent s'endetter pour survivre. Un jeune père de famille s'est suicidé alors qu'il ne parvenait plus à alimenter son nourrisson. **Frontier Myanmar** se fait l'écho des terribles conséquences de la pandémie dans la vie quotidienne de nombreux birmans.

Burma Campaign UK nous annonce de bonnes nouvelles !

Nos homologues anglais mettent la pression sur toute une série d'entreprises internationales en lien avec l'armée birmane à travers leur célèbre « Dirty List ». Ce mois-ci, Burma Campaign UK annonce que Maersk, la plus grande entreprise de transport maritime au monde, a décidé de ne plus utiliser - d'ici la fin du mois - les ports de Yangon détenus par l'armée. La décision de cette entreprise danoise montre l'exemple et accroît la pression sur les autres ! « *La campagne visant à ce que les entreprises cessent toute relation d'affaires avec des entreprises détenues ou contrôlées par l'armée gagne en momentum et va continuer à se développer* » assure Mark Farmaner, directeur de l'ONG. Celle-ci nous annonce aussi que l'entreprise suisse Stucky SA se retire du projet de barrage de l'Upper Yeywa. En juillet 2020, un rapport de la Shan Human Rights Foundation pointait les exactions menées par l'armée à proximité du site, dont elle assure la « sécurité ». En attendant, le géant japonais de la bière Kirin passe en revue - depuis juin ! - ses affaires birmanes qui l'associent à un puissant conglomérat de l'armée. Un temps de réflexion un peu long, compte tenu de l'évidence : tout lien avec la Tatmadaw est indéfendable...



L'Ambassade de France et ses condamnations « électives »

Trois candidats LND ont été enlevés par des hommes en arme dans l'Etat d'Arakan. Un enlèvement revendiqué par l'Arakan Army (AA), qui demande en échange de leur libération celle d'un certain nombre de prisonniers politiques... Parmi eux, des étudiants condamnés à de la prison pour avoir dénoncé la guerre. L'Ambassade de France a dénoncé - aux côtés des Etats-Unis - l'enlèvement des candidats LND et exigé leur libération immédiate. Si cet acte est évidemment condamnable, nous aimerions que l'Ambassade dénonce aussi publiquement, et avec la même vigueur, la répression menée par les autorités et qu'elle exige la libération de tous les prisonniers politiques. Mais à l'approche des élections, l'heure est encore moins à la hausse de ton vis-à-vis du tournant de plus en plus répressif pris par le gouvernement. Pendant ce temps, l'espace démocratique continue de se réduire... Les conditions du scrutin du 8 novembre suscitent de nombreuses inquiétudes. Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU s'inquiète notamment des atteintes à la liberté d'expression, des discours de haine en ligne vis-à-vis des musulmans, de la répression frappant des militants pacifiques et de la privation de vote subie par des centaines de milliers de birmans parmi les minorités ethniques.

La Commission électorale sous le feu des critiques

L'indépendance de la Commission électorale est sous le feu des critiques depuis le départ, ses membres étant nommés par le Président birman. Mais sa décision - qui était attendue - d'annuler les élections dans plus de 56 cantons pour des motifs de sécurité n'en finit pas de susciter la colère des électeurs privés de vote et de représentants de la société civile. Plus de 1,2 million de citoyens se voient privés de vote ! Dans l'état d'Arakan, en proie à la guerre, près de la moitié des cantons sont concernés. Or, l'armée a toujours refusé de décréter un cessez-le-feu dans l'Arakan, que ce soit pour faire face à la crise sanitaire ou pour permettre aux électeurs de se rendre aux urnes. Le critère d'insécurité ayant été défini par l'armée, les voix se sont aussi multipliées pour contester le choix d'annuler dans tel canton et pas tel autre. L'état Chin n'était pas visé au départ, alors que des combats s'y déroulent également. La Commission a donc annulé les élections dans le canton de Paletwa. Les cantons visés seraient en grande partie des places fortes des partis d'opposition. La décision ne fait donc qu'aggraver la défiance entre les minorités ethniques et le gouvernement. Elle risque aussi d'être source de litiges à l'issue du scrutin.

FOCUS ELECTIONS

DEBAT

*"Elections
législatives 2020
en Birmanie : Enjeux
& Perspectives"*

**INFO
BIRMANIE****#Electionsbirmanie2020**

Animé par Sophie Brondel, coordinatrice d'Info Birmanie

A quelques jours des élections législatives fixées au 8 novembre 2020, nous dressons un état des lieux du contexte pré-électoral et de la situation politique du pays. Cinq ans après l'arrivée au pouvoir de la LND, c'est l'heure du bilan. Dans quel contexte se déroulent ces élections, quelle est la situation politique et où en est le rapport de force entre l'armée et la LND ? Quel est l'impact de la crise sanitaire sur fond de pandémie de Covid-19 ? Quelles sont les perspectives pour les Rohingya et les minorités ethniques d'une manière générale, ainsi que pour le règlement du conflit qui oppose l'armée de l'Arakan (AA) à la Tatmadaw et les promesses de paix ? Quel rôle joue la Chine et quelle est la position de la communauté internationale à l'approche du scrutin ?

Intervenants :

Guillaume Pajot – Journaliste indépendant, il collabore notamment avec la revue XXI, Paris Match, Le Monde Diplomatique... Il a réalisé plusieurs reportages dans le cadre de ses voyages en Birmanie et au Bangladesh dans les camps de réfugiés Rohingya.

Olivier Guillard – Chercheur à l'Université du Québec à Montréal, titulaire d'un doctorat en droit international public, il est spécialiste de l'Asie. Auteur à Asialyst, il publie régulièrement des articles sur la Birmanie.

Liens vers le débat (1h12), enregistré le 20/10/20 :

<https://www.facebook.com/info.birmanie/videos/2828171860797626>

<http://www.info-birmanie.org/video-debat-sur-les-elections-legislatives-2020-en-birmanie/>

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE